

Janvier 2010



Les valeurs de la France s'articulent autour de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité par *Katja Krüger*

En juin 2008, le ministère de l'Intérieur a porté plainte contre le collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes. Suite à l'enquête préliminaire et à 8 auditions, le Procureur de la République de Rennes a poursuivi 3 membres du collectif, choisis et désignés arbitrairement, qui ont comparu le 12 décembre 2008 devant le Tribunal correctionnel de Rennes. Dans ce procès, le collectif était accusé d'avoir, dans ses écrits, « *diffamé et injurié publiquement* » la Police aux Frontières, ce service particulier de la police qui cherche les sans-papiers. En janvier 2009, le collectif a été relaxé par le Juge. Mais le Procureur de la République a fait appel et les trois membres du collectif ont comparu à nouveau le vendredi 15 janvier 2010. A cette occasion, un rassemblement de solidarité s'est tenu devant le parlement de Bretagne, Katja Krüger y était présente.

"C'est au nom de la liberté d'expression que le tribunal correctionnel a donné raison au collectif de soutien aux personnes sans papiers et c'est au nom de la liberté d'expression que je veux dire la solidarité des communistes et de leurs élus.

Qu'est-ce qui agace à ce point le Procureur de la République ? Pourquoi fait-il appel du jugement ? Ce qui l'agace, ce qui agace Nicolas Sarkozy et ses amis c'est de constater qu'il y a des citoyens qui ne se résignent pas à voir tout ce que la France a de généreux et de progressiste démolir par des politiques de plus en plus à droite.

Nous continuerons à le penser, à le dire et à l'écrire, la France mérite mieux que de voir ses services publics privatisés, ses habitants les plus riches protégés par un bouclier fiscal ou encore, son système de santé détricoté.

N'en déplaise aux ministres "expulsophiles" qui tiennent des propos parfois sordides sur ce qu'ils appellent "l'identité nationale": les valeurs de la France s'articulent autour de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité. Cet idéal rentre dans sa 221^{ème} année, il est toujours aussi moderne et il est toujours un combat. Les politiques migratoires de notre pays tournent complètement le dos à ces valeurs qui nous sont chères.

Il est inacceptable que des femmes, des hommes et aussi des enfants fuyant la misère ou la dictature soient privés de papiers et de dignité, refoulés sans ménagement du sol national, embarqués dans des charters avec parfois la prison ou la mort à l'arrivée.

Dans notre ville, des demandeurs d'asile, souvent par familles entières vivent dans la précarité la plus complète. Est-ce une façon digne de traiter des gens ? Est-ce ainsi que l'Etat "honore sa tradition d'accueil des réfugiés" comme le vante la plaquette du Ministère de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale ?

L'Etat doit immédiatement prendre ses responsabilités et, comme l'y oblige la loi, il doit "offrir des conditions d'accueil satisfaisantes pendant toute la durée de leur procédure d'asile". Dans ces conditions, il y a le logement. Nous nous chargerons de le répéter au Préfet aussi souvent que nécessaire.

Notre liberté d'expression est un bien précieux, nous continuerons de le défendre avec le collectif de soutien aux personnes sans papiers.

Editorial



par *Nicole Gargam*

Au nom des élus du groupe communiste, je vous souhaite à toutes et à tous une excellente année 2010, qu'elle soit synonyme de bonheur et de réussite dans la vie privée, sociale et professionnelle.

Cette nouvelle année annonce une nouvelle décennie.

Une décennie est toujours marquée par des faits de sociétés, des "prises de consciences", elle est traversée par des courants de pensée.

Et si les années 2010 étaient celles d'une grande soif d'Egalité et de Liberté en France et dans le monde, du renouveau des idées de progrès social et de justice, des idées communistes?

C'est tout ce que nous pouvons souhaiter pour l'Humanité à laquelle les partis conservateurs de l'ordre établi ne peuvent donner aucune perspective.

Cette droite est incroyablement réactionnaire, les centaines de milliers de privés d'emplois qui attendent dans l'angoisse la fin de leurs droits dans les mois qui viennent en savent quelque chose

Pas plus qu'en 2009, en 2010 nous ne laisserons les mains libres à Nicolas Sarkozy et à ses amis.